

Madagascar : Survol hebdomadaire de la presse francophone

N°11 (du 14 au 20 mars 2011)

La crise politique

◆ **Désignation du nouveau Premier ministre : Andry Rajoelina renouvelle sa confiance à Camille Vital.** A l'issue d'une laborieuse phase de consultations, le président a cédé au lobbying qui appuyait la reconduction de Camille Vital. Cette nomination renforce l'exécutif et réjouit les Forces armées. La Transition a cherché à préserver ses acquis, après avoir arraché une feuille de route dont l'économie penche en sa faveur. Le locataire de Mahazoarivo n'est pas originaire de la même province que le président mais certains font observer qu'il appartient de fait à la même plate-forme politique qui soutient Andry Rajoelina, ce qui serait contraire à la feuille de route. **Cette nomination va-t-elle permettre au pays de sortir de l'impasse diplomatique ?** Selon Andry Rajoelina, la communauté internationale était déjà informée de son choix mais la France laisse entendre que la validation de la feuille de route par la Sadc et l'UA devra servir « *de socle à la désignation d'un gouvernement d'union nationale pleinement représentatif* ». Une délégation de la Présidence, dirigée par Norbert Ratsirahonana, s'est rendue en Afrique du Sud pour rencontrer Joachim Chissano et convaincre la Sadc d'avaliser cette reconduction, avant la **réunion de la « Troïka », le 31 mars. Le Premier ministre se donne 10 jours pour constituer sa nouvelle équipe.** Pour *L'Express*, « *le Premier ministre unilatéral est devenu le Premier ministre de consensus sans le consentement des trois mouvances dont l'inclusion dans la résolution de la crise a été une condition sine qua non de la communauté internationale* ». Le *Courrier* voit dans cette reconduction une première violation de la feuille de route. Les trois mouvances déclarent : « *On fait du surplace. La nomination prouve que c'est la mouvance Rajoelina qui constitue le blocage dans la recherche d'une solution à la crise* ». La mouvance Ravalomanana avait condamné par avance la nomination d'un nouveau Premier ministre et la formation d'un gouvernement, qui risquait de voir certains de ses membres céder aux sirènes du pouvoir. Elle met en avant le fait que **la feuille de route n'est pas encore validée par la communauté internationale** et qu'elle a peu de chances de l'être parce que non signée par l'ensemble des protagonistes de la crise.

◆ **Le président promet une véritable ouverture lors de la formation du futur gouvernement, dont la clé de répartition reste à définir.** La feuille de route est assez floue concernant celle-ci. Il est seulement mentionné : « *Le président de la Transition et le Premier ministre de consensus s'engagent à opérer une allocation juste et équitable des portefeuilles, en respectant la provenance politique, la représentation de genre et l'équilibre régional* ». Un exercice qui s'annonce difficile et qui particulièrement délicat, plusieurs centaines de partis ayant paraphé la feuille de route. Les candidats sont invités à faire parvenir leur CV.

◆ **La reconduction de Camille Vital a été précédée d'interventions en faveur du changement et de l'ouverture émanant de représentants des formations pro-HAT,** soucieuses de voir le régime reconnu par la communauté internationale. Des membres de l'Escopol ont souhaité que « *le Premier ministre incarne le changement et concrétise l'ouverture annoncée* ». Mais le parti Tgv et l'UDR-C ont insisté sur le fait que « *Camille Vital n'est pas issu d'un parti et répond entièrement aux exigences de la situation actuelle* ».

◆ **7 Premiers-ministrables, proposés par les formations ayant paraphé la feuille de route, ont été reçus à plusieurs reprises par Andry Rajoelina.** Faisaient notamment parti du lot : Pierrot Rajaonarivelo, Alain Tehindrazanarivelo (ex ministre de la Santé) et Camille Vital. Le Tim « *dissident* » a proposé 3 noms, dont Camille Vital. Le parti Tgv s'est limité à présenter le nom de l'ancien PM, lequel a bénéficié du soutien de nombreuses formations proches du pouvoir. Le parti Vert, soucieux de la neutralité de la Transition, s'est déclaré hostile à la nomination d'un PM de consensus pro-HAT. Il estime que le gouvernement doit être un gouvernement de techniciens et que les futurs candidats aux élections ne doivent pas en faire partie.

◆ **Les 3 mouvances ne renoncent pas à amender la feuille de route, voire à préparer une « Transition bis ».** Une délégation s'est rendue en Afrique pour convaincre les pays de la Sadc de la nécessité de poursuivre les négociations. L'ex-président, accompagné de son conseiller Brian Currin, a rencontré Joaquim Chissano. Il lui a remis ses contre-propositions, que le Dr Simão n'avait pas accepté de recevoir avant son départ de Madagascar. Les 3 mouvances ont achevé leur tournée des chancelleries. Emmanuel Rakotovahiny (mouvance Zafy), déclare : « *Nous ne refusons aucun dialogue. Mais si cette démarche n'est pas crédible, nous devons nous préparer à faire ce qu'il faut* ». Une rencontre a eu lieu avec la CNOSC. Sa présidente indique : « *Le problème d'absence d'inclusivité dans le processus de sortie de crise persiste. Nous devons chercher la manière efficace pour ramener les différentes parties autour d'une table* ».

◆ **Le GTT-International dénonce la « complicité » de Leonardo Simão et de son équipe avec le pouvoir de Transition.** Il demande un audit indépendant des méthodes de travail des émissaires de la Sadc.

◆ **Le calendrier électoral reste à valider.** La Transition veut accélérer la tenue des élections alors que les experts étrangers militent en faveur d'élections mieux préparées, qui exigeraient un délai de 11 mois. La CENI et les techniciens malgaches affirment la faisabilité d'une échéance à 6 mois, « *si les moyens nécessaires sont disponibles* ». La partie malgache va s'atteler à convaincre la communauté internationale.

◆ **Pour les 3 mouvances, l'armée doit rendre le pouvoir à Marc Ravalomanana.** Elles ont à nouveau lancé un appel à l'endroit des Forces armées en arguant qu'il y a 2 ans, Marc Ravalomanana leur a cédé temporairement le pouvoir et qu'il est temps désormais qu'il le reprenne.

◆ **Soupçonné d'être le cerveau de l'attentat contre le véhicule du président de la HAT, Mamy Rakotoarivelo placé en garde à vue au siège de la DST.** L'un des délateurs a révélé que la mission lui avait été confiée contre rémunération. Il a fait appel au service d'un électronicien. D'autres suspects doivent être entendus. La presse note que **l'enquête est confiée à deux corps différents d'officiers de police judiciaire** : la brigade de recherche de la gendarmerie et la DST. Les investigations de la gendarmerie présenteraient un caractère plus technique, tandis que celles de la DST auraient une connotation politique marquée, l'instance relevant de la Présidence. Une double enquête inédite dans les annales de la procédure judiciaire. **La mouvance Ravalomanana crie à l'injustice et proteste contre le non-respect des procédures, du secret de l'instruction et de la présomption d'innocence.** Les instances internationales seront interpellées, une pétition est lancée. « *On use de tous les moyens pour nous forcer à capituler* », dénonce Fetison Andrianirina. Mamy Rakotoarivelo avait affirmé peu avant sa garde à vue que l'on cherchait des individus pour produire de faux témoignages. *La Gazette* rappelle que ce n'est pas la première fois que Mamy Rakotoarivelo est cité dans des actes de déstabilisation depuis 2009. Jusqu'à présent, il est sorti indemne de toutes ces affaires. *Tribune* écrit : « *Y eut-il attentat ? On ne peut pas l'exclure, car il y eut bon nombre de personnes à avoir entendu une explosion. [...] L'enquête pourra-t-elle jamais gagner en crédibilité ? On peut en douter, car elle fut dès le départ placée sous des auspices médiatiques peu favorables. [...] Dès le soir de l'attentat, la presse put être témoin des rivalités entre l'Emmoreg et la DST. Cette dichotomie se poursuit. [...] L'idée mise en avant par la DST qu'un Mamy Rakotoarivelo ait pu approcher directement un apprenti poseur de bombe, qu'il ne connaissait auparavant ni d'Eve ni d'Adam, et ce pour lui donner personnellement des instructions, prête franchement à sourire* ». L'habilitation de la DST à mener une enquête parallèle se heurte aux critiques du général de gendarmerie Richard Ravalomanana, qui affirme cependant que les deux services collaborent en toute intelligence. Le directeur de la DST a répliqué que ses services interviennent systématiquement dès lors qu'une affaire concerne la Présidence. La défense de Mamy Rakotoarivelo, dont **la garde à vue a été prolongée à 15 jours**, dénonce également le fait que deux entités soient chargées de l'enquête. Raharinaivo Andrianantoandro estime que ce mandat de dépôt risque d'envenimer la situation et ne va pas dans le sens du climat d'apaisement exigé. La défense affirme être prête à apporter les preuves nécessaires pour justifier l'innocence de son client. La presse rapporte que les proches de Misa, l'électronicien, et de Tsimba, interpellés par la DST, qui auraient livré le nom de Mamy Rakotoarivelo, **auraient subi des tortures** pour leur extorquer des aveux et auraient été menacés de mort. Les proches ont conseillé à la famille de contacter des Ong défenseurs des droits de l'homme. Les responsables de la DST ont démenti ces affirmations des proches des suspects. Le général Richard Ravalomanana a fait remarquer que « ses » trois suspects, contrairement à Tsimba et Misa, « *n'ont pas prononcé une seule fois le nom de Mamy Rakotoarivelo* ». Pour *Le Courrier*, la garde à vue de Mamy Rakotoarivelo (« *pour une histoire montée de toutes pièces* ») peut s'interpréter comme une manière d'exercer des pressions sur Marc Ravalomanana au moment où le sort de la feuille de route va se jouer au niveau de la Sadc. **La France se dit préoccupée par cette arrestation et de la prolongation de la garde à vue.** Une déclaration qui a provoqué une vive réplique du gouvernement malgache et l'envoi d'un courrier au ministre français des Affaires étrangères. La France est accusée d'ingérence.

Droits humains, gouvernance

◆ **Les employées Malgaches hébergées dans un centre d'accueil du Liban lancent un SOS.** Une femme en attente de rapatriement a lancé un message pour demander l'envoi d'un avion, la nourriture commençant à manquer dans le centre où les employées sont hébergées. « *Le décalage de l'envoi de l'avion est dû à l'attente de libération des détenues au Liban* », explique le ministre de la Fonction publique.

◆ **Feuille de route : les hommes politiques condamnés pour des détournements de deniers publics vont bénéficier de l'amnistie,** s'insurge *La Gazette*. Seuls « *sont exclus de l'amnistie, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre, les crimes de génocide et les autres violations graves des droits de l'homme et des libertés fondamentales. [...] Ce petit arrangement entre politiciens, qui se trouvent odieusement être juges et parties, se fait au mépris de la justice et de l'opinion publique et apporte malheureusement de l'eau au moulin de tous ceux qui pensent que notre pays est une zone de non-droit et du règne des passe-droits. Si le législateur a estimé que le détournement de deniers publics était un crime, les acteurs politiques du 8 mars 2011 l'ont rétrogradé au rang de simple contravention. L'enrichissement personnel illicite au préjudice de la société se trouve désormais officialisé et légitimé* ».

Economie

◆ **Le président du Conseil régional d'Aquitaine plaide en faveur de Madagascar.** Dans une lettre au président de la Commission européenne, il plaide la nécessité de la reprise des aides internationales à Madagascar : « *le gel du 10ème FED ajoute aux souffrances de la population malgache et obère les chances de voir le pays se doter d'un capital productif à la hauteur des défis du 21^{ème} siècle* ». Cette intervention fait suite aux promesses faites lors d'un récent séjour à Madagascar dans le cadre de projets de coopération décentralisée.